



Agence
Départementale
d'Aide
aux Collectivités
Locales

Décembre 2020

Vu pour être annexé à la
présente délibération

MODIFICATION N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT SEVER



Les Landes, le Département

Communauté de Communes CHALOSSE TURSAN

1 Rapport de présentation

La Présidente,

SOMMAIRE

1. LA PROCEDURE DE MODIFICATION	1
2. LE PLU ET LE PROJET DE MODIFICATION N°2	1
2.1. Le Plan Local d'Urbanisme de SAINT-SEVER.....	1
2.2. La modification n°2 du PLU de SAINT-SEVER.....	1
2.3. Les objectifs de la modification n°2 du PLU	2
3. PRESENTATION DE L'ENTREPRISE ET DU PROJET.....	5
3.1. Présentation de l'entreprise.....	5
3.2. Le projet.....	7
4. MODIFICATIONS APPORTEES AU REGLEMENT	8
5. MODIFICATIONS APPORTEES AU DOCUMENT GRAPHIQUE	10
6. INCIDENCES DU PROJET DE MODIFICATION N°2 SUR L'ENVIRONNEMENT	11
7. ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES.....	13
7.1. La notion de « compatibilité ».....	13
7.2. La notion de « prise en compte »	16

1. La procédure de modification

Rappel de la procédure

La procédure de modification permet, à tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent, ou à toute commune, de pouvoir adapter son document d'urbanisme, sans mise en révision générale de son Plan Local d'Urbanisme.

L'article L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme précise, que « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions* ».

L'article L. 153-37 rappelle que « *La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification* ».

Enfin, l'article L. 153-40 stipule que « *Avant l'ouverture de l'enquête publique [...], le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.* ».

2. Le PLU et le projet de modification n°2

2.1. Le Plan Local d'Urbanisme de SAINT-SEVER

La Communauté des Communes Chalosse Tursan a approuvé la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Sever par délibération du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 et réapprouvé le 27 septembre 2018.

2.2. La modification n°2 du PLU de SAINT-SEVER

Par arrêté en date du 18 mars 2019, Monsieur le Président de la Communauté de Communes Chalosse Tursan a décidé de mettre en œuvre la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINT-SEVER.

Il a parallèlement sollicité la mise à disposition du Service Urbanisme de l'Agence Départementale d'Aide aux Collectivités Locales pour une mission d'assistance administrative, juridique et technique à la mise en œuvre de cette modification n°2.

Par délibération du conseil communautaire en date du 21 mars 2019, le conseil communautaire de la Communauté de communes Chalosse Tursan a prescrit la modification n°2 du PLU de Saint-Sever.

Cette délibération a fait l'objet d'un affichage en Communauté de Communes et en mairie pendant un mois. Elle a également fait l'objet d'une notification à l'ensemble des Personnes Publiques, conformément au Code de l'Urbanisme.

L'arrêté du Président et la délibération ont fait l'objet d'un affichage en Communauté de Communes et en mairie pendant un mois. Ils ont également fait l'objet d'une notification à l'ensemble des Personnes Publiques, conformément au Code de l'Urbanisme.

Conjointement à la présente procédure :

- une modification n°1 du PLU a été prescrite par arrêté du Président du 5 mars 2019 et délibération du conseil communautaire du 21 mars 2019, ayant pour objets la rectification d'une erreur matérielle du document graphique (zone AU dite l'Espérance) et l'extension de la zone Ut pour permettre le projet d'extension du camping municipal. Cette procédure a été suspendue par la Communauté de Communes dans l'attente d'éléments techniques concernant l'extension du camping. L'erreur matérielle du document graphique (zone AU dite l'Espérance) a été incluse dans la modification n°3.

- une modification n°3 du PLU a été prescrite par arrêté du Président du 18 juin 2019 et délibération du conseil communautaire du 19 juin 2019, ayant pour objet la création d'un sous-secteur UYd pour la zone dite de Péré avec une adaptation réglementaire.

Pour des raisons de sécurité juridique des procédures (notamment liées au développement de l'appareil économique local), il a été privilégié de distinguer l'ensemble de ces objets en trois procédures distinctes.

☞ **La notification du projet de modification n°2 du PLU de SAINT-SEVER à l'ensemble des Personnes Publiques**

Le projet de modification n°2 a été notifié pour avis aux personnes publiques suivantes :

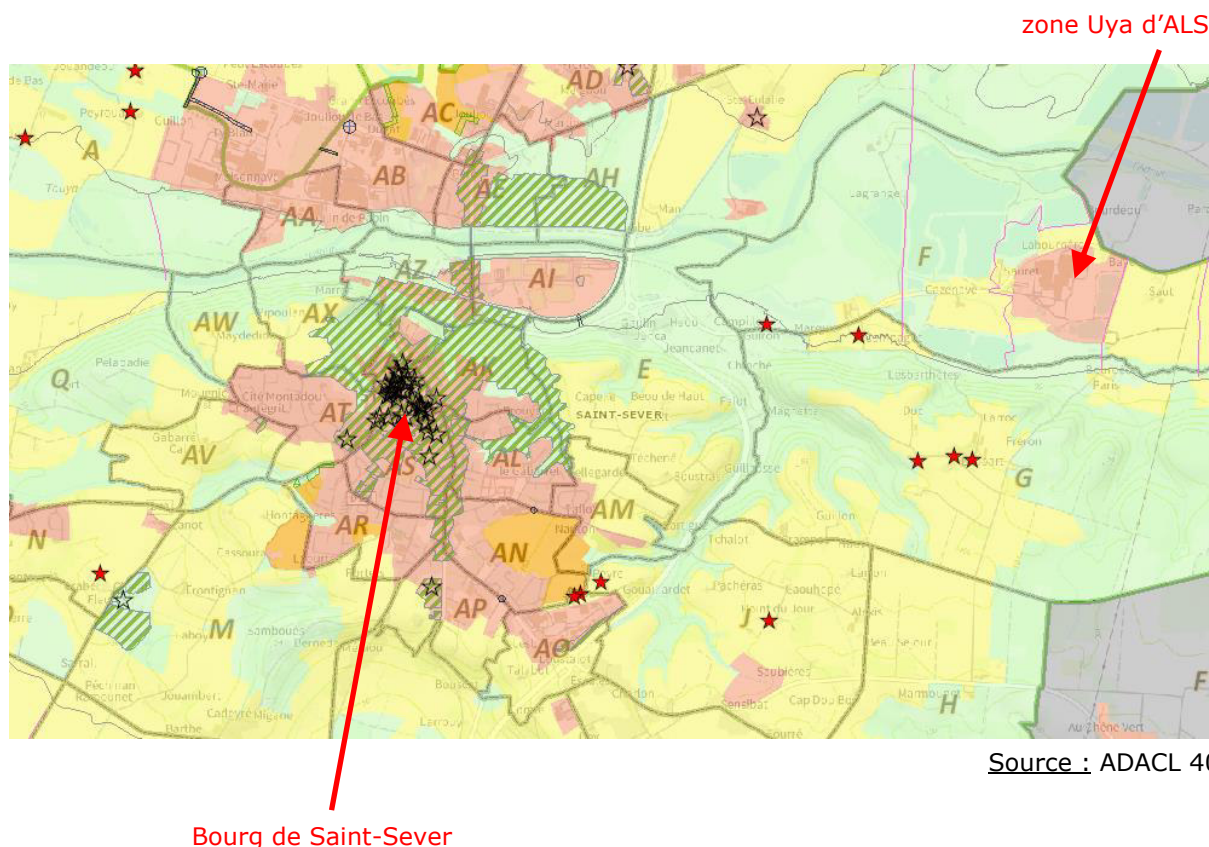
- à Monsieur le Préfet des Landes,
- à Monsieur le Président du Conseil Régional de la Nouvelle Aquitaine
- à Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes,
- à Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Landes,
- à Monsieur le Responsable de la Délégation Territoriale de Mont-de-Marsan,
- à Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture des Landes,
- à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Landes,
- à Monsieur le Président de la Chambre des Métiers des Landes,
- à Monsieur le Président du Syndicat Mixte Adour Chalosse Tursan en charge du SCOT,
- à Monsieur le Président de Mont-de-Agglomération,
- à Monsieur le Maire de Saint-Sever.

2.3. Les objectifs de la modification n°2 du PLU

La modification n°2 a pour objet la modification des règles de hauteur de la zone Uya, sur le secteur exclusif de l'entreprise Aquitaine Légumes Surgelés (ALS), en vue de lui permettre de réaliser ses projets d'extension (création d'un complexe frigorifique).

Au regard des besoins spécifiques de l'entreprise ALS, ce projet de modification n°2 entraîne une modification sur le document graphique via la création d'un sous-secteur Uyc en lieu et place du sous-secteur Uya existant.

Localisation de la zone Uya concernée par le projet de modification n°2 du PLU de Saint-Sever



2.4. Les avis des personnes publiques et associées

Suite à la notification du dossier le 13/09/2019, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine a décidé par courrier du 6 novembre 2019 de ne pas soumettre le projet de modification n°2 à évaluation environnementale.

La Préfecture des Landes a émis un avis favorable par courrier du 15/10/2019.

Le Conseil Départemental des Landes a répondu par courrier du 21/10/2019 qu'il n'avait pas d'observations à formuler.

Le PETR Adour Chalosse Tursan a émis un avis favorable par courrier du 18/10/2019.

La Chambre d'Agriculture des Landes a émis un avis favorable par courrier du 30/09/2019.

La ville de Saint-Sever par courrier du 20/09/2019 a formulé les observations suivantes :

« Dans le règlement de la zone Uy (chapeau de zone), la zone Uya correspond entre autres à la zone de Péré mais également à une zone à Sainte-Eulalie, à Augreilh et route de Pau. Il faudrait donc rectifier la mention correspondante.

De plus une zone Uya (avenue de la Gare) est concernée par le périmètre de l'AVAP donc il convient de garder cette phrase dans le règlement. Toutefois, il serait bon de laisser la hauteur maximale des constructions à 14 mètres dans la zone Uya incluse dans l'AVAP ».

2.5. L'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 21 septembre au 23 octobre 2020.

Le mémoire en réponse adressé par la Communauté de Communes au commissaire enquêteur, répond aux observations du public.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable le 19 novembre 2020.

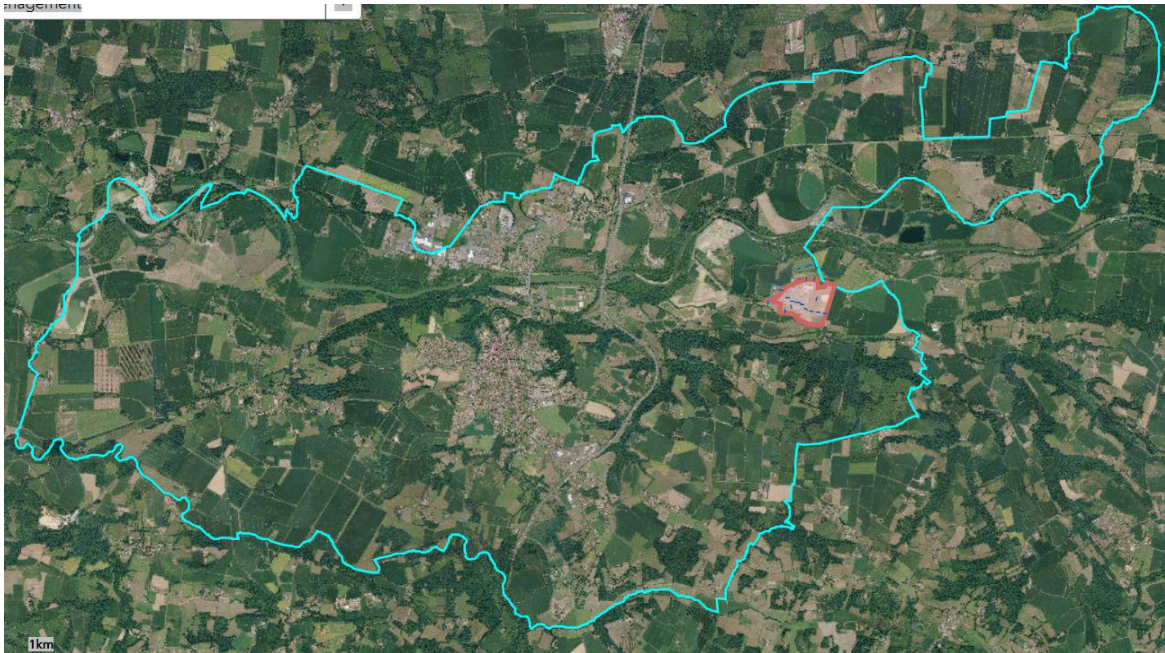
2.6. L'approbation

Par délibération du Conseil Communautaire, la modification n°2 a été approuvée en décembre 2020.

3. Présentation de l'entreprise et du projet

3.1. Présentation de l'entreprise

Localisation de l'entreprise ALS à l'échelle communale



Source : ADACL 40

Le site est implanté sur une surface de 25 ha, les bâtiments représentant 3,5 ha et la station d'épuration 3 ha.

Savoirs faire de l'entreprise

Spécialisée dans le secteur d'activité de transformation et conservation de légumes.

Historique du site de Saint-Sever

- Maïsadour annonce la création d'une conserverie de légumes à Saint-Sever, le Valdour, spécialisée, dans un premier temps, dans le conditionnement des haricots verts, puis de maïs doux,
- 1992 : création d'ALS à Saint-Sever par le Valdour et ARDO,
- 1998 : ALS devient filiale 50% ARDO et 50% Maïsadour,
- 2005 : le Valdour est intégré dans SOLEAL (Bonduelle Euralis, Vivadour, Maïsadour),
- 2010 : fermeture de SOLEAL,
- 2017 : 99 % ARDO, 1 % Maïsadour.

Depuis sa fondation en 1992 à Saint Sever, Aquitaine Légumes Surgelés a grandi de manière spectaculaire et exporte largement sa production.

L'entreprise créée par le Valdour et Ardo produits des petits pois, des haricots et du maïs cultivés dans un rayon de cent kilomètres alentours. Seuls les brocolis arrivent d'Espagne.

En 2000, ils représentaient 2 400 tonnes les petits légumes sortis de l'usine de Saint-Sever au tout début de son activité. En 2010, ils avaient atteint les 16 000 tonnes, puis 30 000 en 2017. Une forte progression qui s'est accrue par l'installation d'une nouvelle chaîne de conditionnement en 2013, à la suite d'un investissement de 9 millions d'euros.

En 2018, la production totale avoisinait les 37 000 tonnes, soit 20% de plus qu'en 2017. 22.000 tonnes auront été conditionnées sur le site de Saint-Sever.

La stratégie d'investissement d'ALS ne s'arrête pas, puisque l'entreprise devrait bientôt atteindre les 40 000 tonnes.

Sur le site de Saint-Sever, trieurs optiques, tunnels de surgélation, conditionnement en sacs de 300 grammes à 25 kilos pour la ligne industrielle, toute la préparation effectuée sur place, avec livraison directe chez les clients, représente un gain de temps, mais également d'économies en matière de flux logistiques.

Quelques chiffres

Au niveau du site de Saint-Sever, l'entreprise ALS emploie 57 employés permanents et environ 160 saisonniers aux différents pics de production : cela représente 100 ETP annuel.

Le chiffre d'affaire est de 30M d'euros.

Au niveau du groupe ARDO (99%) : leader européen du légume surgelé.

- implanté sur 21 sites de production d'emballage et de distribution,
- présent dans 9 pays,
- 1,1 Milliard de chiffre d'affaires,
- 940 000 tonnes de produits vendus par an,
- exportation dans 100 pays,
- 4000 employés,
- 3500 cultivateurs,
- 50 000 hectares de cultures.

3.2. Le projet

☞ Caractéristiques du projet

Dans le cadre de ses projets d'extension, l'entreprise ALS envisage de créer un complexe frigorifique dont une partie des composants (tour) mesure environ 40 m de hauteur.

☞ Localisation

Localisation du projet de complexe frigorifique



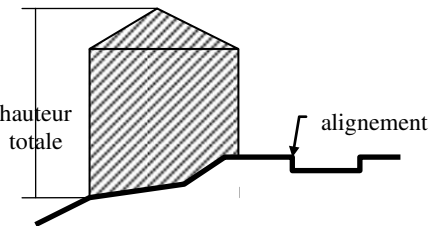
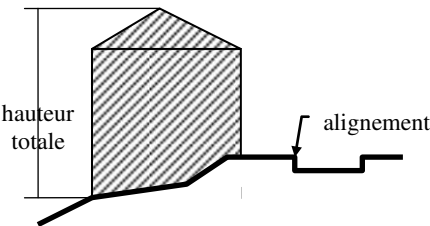
Source : ADACL 40

4. Modifications apportées au règlement

Afin de permettre à l'entreprise ALS de se développer et de créer son propre centre de distribution pour réaliser la distribution directe à l'ensemble de ses clients, l'article 10 du règlement relatif aux règles de hauteurs des constructions est modifié.

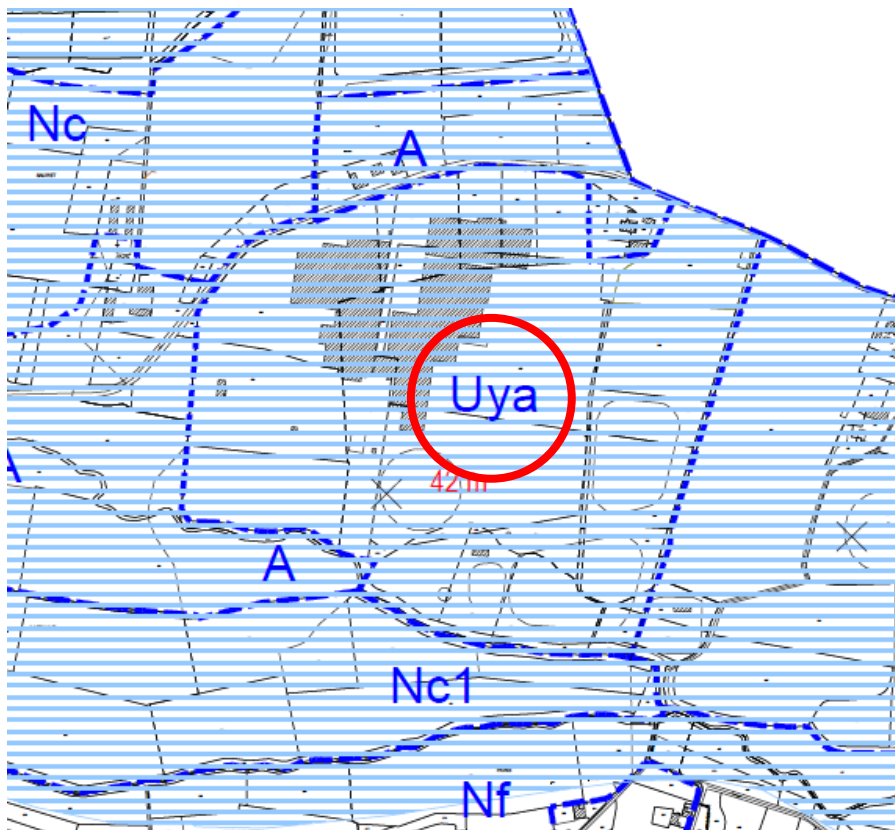
Au regard de ces besoins spécifiques, le chapeau de la zone Uy est aussi modifié. D'une part, la mention relative à l'AVAP est modifiée car seul le secteur de la Gare est concerné ; d'autre part, il est ajouté la création d'un secteur Uyc propre à l'entreprise ALS (en lieu et place de l'actuel secteur Uya).

Dispositions applicables à la zone Uy (chapeau de zone)	
PLU actuellement opposable aux tiers	Projet de règlement du PLU, suite à la modification n°2 du PLU
<p>La zone Uy désigne des espaces d'activités économiques diverses. Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- un secteur Uya destiné aux activités industrielles, artisanales, commerciales et de services- un secteur Uyb destiné aux activités de services, artisanales et commerciales. <p>La zone Uya est concernée par le périmètre de l'AVAP. Il convient de se référer aux dispositions réglementaires particulières annexées au PLU afin de compléter la lecture du présent règlement.</p>	<p>La zone Uy désigne des espaces d'activités économiques diverses. Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- un secteur Uya destiné aux activités industrielles, artisanales, commerciales et de services ;- un secteur Uyb destiné aux activités de services, artisanales et commerciales (zone dite d'Escalès),- un secteur Uyc destiné aux activités industrielles (zone dite d'ALS). <p>Le secteur de la Gare en zone Uya est concerné par le périmètre de l'AVAP. Il convient de se référer aux dispositions réglementaires particulières annexées au PLU afin de compléter la lecture du présent règlement.</p>

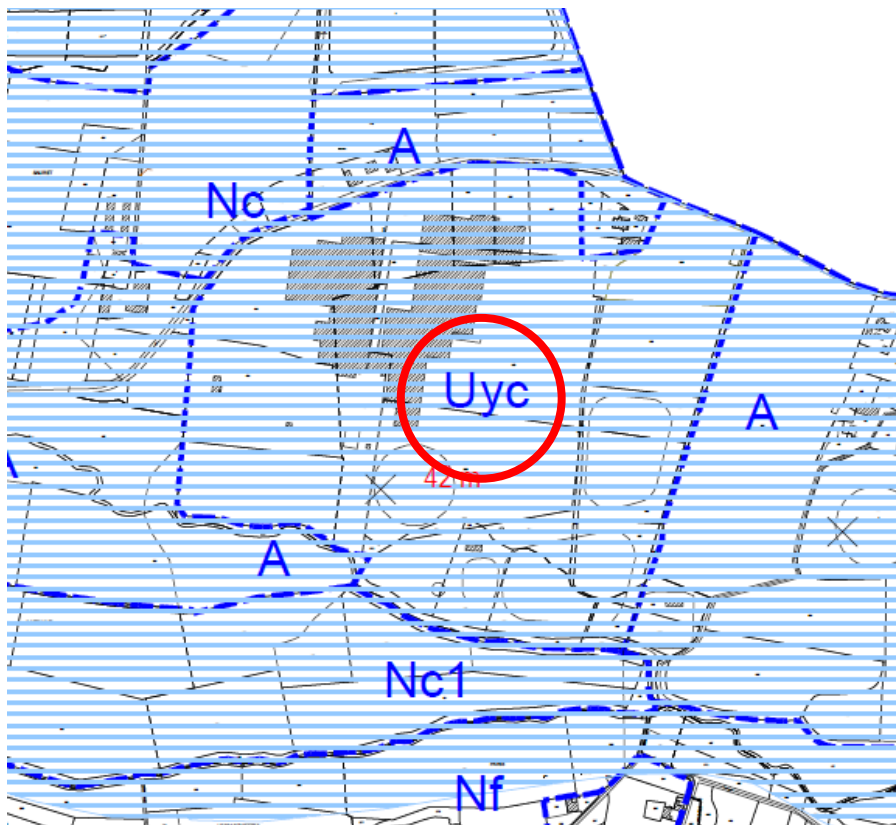
Dispositions applicables à la zone Uy (article 10)	
PLU actuellement opposable aux tiers	Projet de règlement du PLU, suite à la modification n°2 du PLU
<p><u>Uy 10.1. Hauteur</u></p> <p>La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant tous travaux d'exhaussement ou d'affouillement du sol nécessaires pour la réalisation du projet. La hauteur des constructions est mesurée au faîtage du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus. Dans le cas de différences notables d'altimétrie des terrains de part et d'autre d'une limite de propriété, le niveau du sol à prendre en considération, pour chaque construction, est celui existant avant travaux. En cas de terrain en pente, la mesure de la hauteur au faîtage sera prise du terrain naturel le plus bas. La hauteur d'une construction est donc la différence de niveau avant travaux entre le point le plus haut et le plus bas d'une construction mesurée à partir du sol naturel jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques et cheminées exclus.</p>  <p>La hauteur totale des constructions est limitée à 14 mètres.</p> <p>[...]</p>	<p><u>Uy 10.1. Hauteur</u></p> <p>La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant tous travaux d'exhaussement ou d'affouillement du sol nécessaires pour la réalisation du projet. La hauteur des constructions est mesurée au faîtage du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus. Dans le cas de différences notables d'altimétrie des terrains de part et d'autre d'une limite de propriété, le niveau du sol à prendre en considération, pour chaque construction, est celui existant avant travaux. En cas de terrain en pente, la mesure de la hauteur au faîtage sera prise du terrain naturel le plus bas. La hauteur d'une construction est donc la différence de niveau avant travaux entre le point le plus haut et le plus bas d'une construction mesurée à partir du sol naturel jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques et cheminées exclus.</p>  <p>La hauteur totale des constructions est limitée à 14 mètres en secteur Uya et Uy^b. La hauteur est non réglementé en Uy^c.</p> <p>[...]</p>

5. Modifications apportées au document graphique

Extrait du plan de zonage zone Uya - site d'ALS (PLU opposable aux tiers)



Extrait du plan de zonage zone Uyc - site d'ALS (projet de modification n°2 du PLU)



6. Incidences du projet de modification n°2 sur l'environnement

☞ Procédure soumise au cas par cas

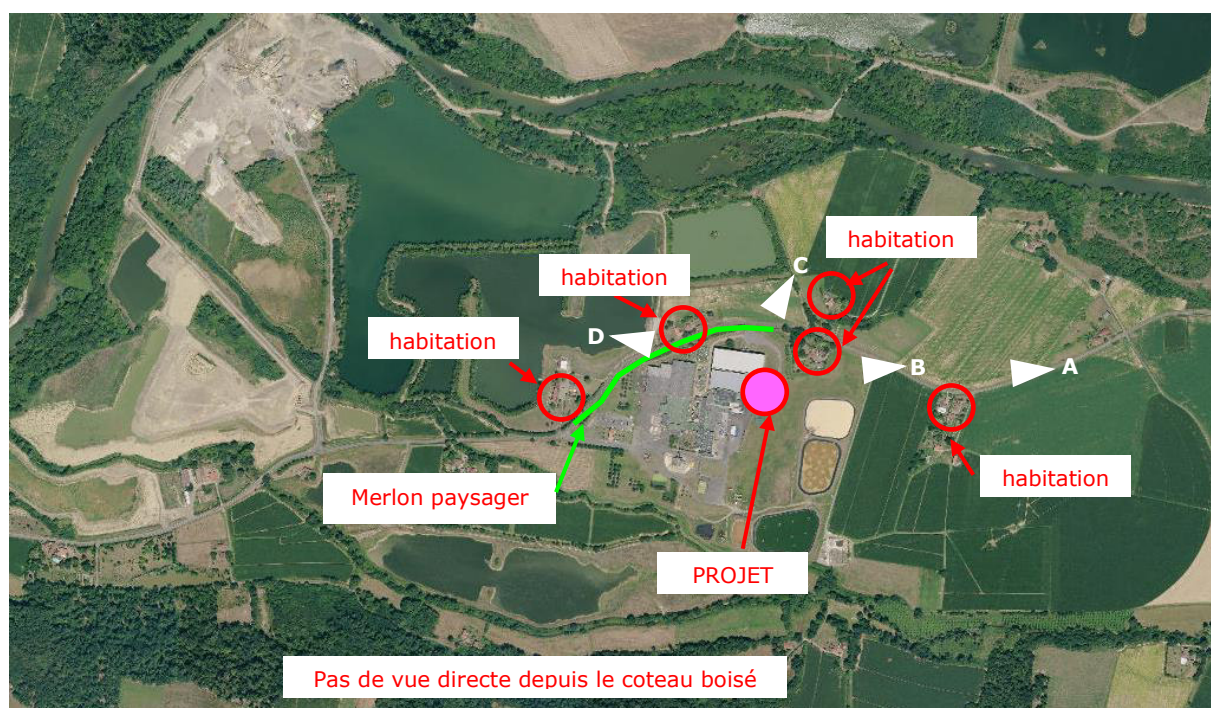
Au regard des articles L. 104-1 et suivants du Code de l'urbanisme :

- *« Font également l'objet de l'évaluation environnementale, les plans locaux d'urbanisme qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés »,*
- *« sauf dans le cas où elles ne prévoient que des changements qui ne sont pas susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, les procédures d'évolution des documents mentionnés aux articles L. 104-1 et L. 104-2 donnent lieu soit à une nouvelle évaluation environnementale, soit à une actualisation de l'évaluation environnementale réalisée lors de leur élaboration ».*

L'objet de cette procédure de modification n°2 est de modifier la portée réglementaire des règles de hauteur du secteur exclusif de l'entreprise Aquitaine Légumes Surgelés (ALS), en vue de lui permettre de réaliser ses projets d'extension : un sous-secteur UYc est créé.

La modification n°2 n'aura que des incidences sur l'environnement paysager immédiat. En effet, le site étant aujourd'hui classé à vocation industrielle, et au regard des rares habitations à proximité, les incidences sur l'environnement peuvent être jugées comme faibles à modérées.

Environnement immédiat de l'entreprise ALS



Source : ADACL 40



Vue depuis route de Montgaillard (vue A)



Vue depuis route de Montgaillard (vue B)



Vue depuis route de Montgaillard (vue C)



Vue depuis route de Montgaillard (vue D)

7. Articulation avec les autres plans et programmes

7.1. La notion de « compatibilité »

→ La notion juridique de « compatibilité » dans la hiérarchie des normes

« L'obligation de compatibilité est une obligation de non-contrariété : la décision ou la règle inférieure ne doit pas avoir pour effet ou pour objet d'empêcher l'application de la règle supérieure. Il n'est pas exigé dans ce cas que le destinataire de la règle s'y conforme rigoureusement mais simplement qu'il ne contrevienne pas à ses aspects essentiels » (Source : Ministère du développement durable).

Dans le cadre de la hiérarchie des normes, conformément à l'article L.131-4 du Code de l'urbanisme, la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Sever doit être compatible avec les documents, plans ou programmes suivants :

« les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- Les schémas de cohérence territoriale,*
- Les schémas de mise en valeur de la mer*
- Les plans de déplacements urbains,*
- Les programmes locaux de l'habitat,*
- Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodrômes ».*

Par ailleurs, et conformément à l'article L131-7 et L.131-1 du même code *« En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec :*

- Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne,*
- Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires,*
- Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,*
- Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion*
- Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse*
- Les chartes des parcs naturels régionaux,*
- Les chartes des parcs nationaux,*
- Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux*
- Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux,*
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation ».* [...]

Document d'urbanisme, plan ou programme	Document approuvé et exécutoire		Rapport de « compatibilité »
	OUI	NON	
Schéma de cohérence territoriale		X	SCOT approuvé le 9/12/2019 en Comité Syndical du PETR. Compatible avec l'axe 2 « soutenir un développement équilibré reposant sur l'économie présentielle et productive » et l'objectif 2.4 du PADD « valoriser les forces productives locales » visant à permettre le développement des entreprises productives.
Schéma de mise en valeur de la mer		X	Commune non concernée.
Plan de déplacements urbains		X	Commune non concernée.
Programme local de l'habitat		X	PLH actuellement en cours. Le projet de modification n°2 n'est pas en lien avec la programmation quantitative ou qualitative de logements.
Dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports		X	Commune non concernée.
Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne		X	Commune non concernée.
Les règles générales du fascicule et les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires		X	SRADDET approuvé par le Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine. Le projet de modification n°2 n'est pas concerné par les règles et orientations fixées par la Région.
Le schéma directeur de la région d'Ile-de- France		X	Commune non concernée.
Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion		X	Commune non concernée.
Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse		X	Commune non concernée.
Les chartes des parcs		X	Commune non concernée.

naturels régionaux			
Les chartes des parcs nationaux		X	Commune non concernée.
Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux	X		SDAGE Adour Garonne en vigueur, adopté le 1 ^{er} décembre 2015. Le projet de modification n°2 n'est pas en lien avec les orientations du SDAGE.
Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux	X		SAGE Adour amont en vigueur, approuvé le 19 mars 2015. Le projet de modification n°2 n'est pas en lien avec les orientations du SAGE.
Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation		X	Pas de PPRI sur la commune. Atlas des zones inondables présent. Le règlement de la zone prend en compte les préconisations de l'Etat concernant la constructibilité de la zone.

7.2. La notion de « prise en compte »

→ La notion juridique de « prise en compte » dans la hiérarchie des normes

« La prise en compte implique que l'autorité administrative ne doit pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document. La prise en compte est assurée au minimum par la non méconnaissance des autres dispositions et la motivation des décisions qui ne vont pas dans le même sens » (Source : Ministère du développement durable).

Dans le cadre de la hiérarchie des normes, conformément à l'article L. 131-5 du Code de l'urbanisme « Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement et les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière ».

Par ailleurs, conformément aux articles L131-7 et L.131-2 du même code « En l'absence d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) applicable, la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme doit prendre en compte, s'il y lieu, les documents, plans ou programmes suivants :

- Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires,
- Les schémas régionaux de cohérence écologique,
- Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine,
- Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics,
- Les schémas régionaux des carrières,
- Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière.

Document d'urbanisme, plan ou programme	Document approuvé et exécutoire		Rapport de « prise en compte »
	OUI	NON	
Plan climat-air-énergie territorial		X	Territoire concerné mais pas de PCAET prescrit.
Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires		X	SRADDET approuvé par le Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine. Le projet de modification n°2 n'est pas concerné par les règles et orientations fixées par la Région.
Schéma Régional de Cohérence Ecologique		X	SRCE annulé par décision de justice.
Schéma régional de développement de l'aquaculture marine		X	Commune non concernée.
Programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics		X	Commune non concernée.
Schéma régional des carrières		X	Schéma régional des carrières en cours d'élaboration. Seul le schéma départemental de 2003 est toujours applicable.
Schéma départemental d'accès à la ressource forestière		X	Commune non concernée.